

les économistes atterrés

**changer
l'Europe !**

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Extrait de la publication

Changer l'Europe !

Les Économistes atterrés l'ont largement démontré : avec la mise en œuvre du Pacte budgétaire et l'accentuation des politiques d'austérité, la construction européenne est sérieusement en danger.

Ceci n'est pas une fatalité. Dans *Changer l'Europe !*, les «Atterrés» formulent un ensemble de propositions novatrices pour remettre l'Europe sur ses pieds. Ils développent et confrontent ainsi les multiples solutions qui s'offrent aux Européens dans des domaines aussi essentiels que l'emploi, la fiscalité, la transition écologique, la politique industrielle, le rôle des banques, l'égalité hommes-femmes, la réforme de la Banque centrale européenne, l'euro ou encore le fédéralisme...

Dans tous ces domaines, des voies alternatives existent et il est urgent de les emprunter.

À l'heure où se préparent les élections européennes, les «Atterrés» s'invitent ainsi dans le débat en mettant entre les mains des citoyens des propositions destinées à ouvrir de nouvelles perspectives au service de la démocratie et de la solidarité européennes.

Depuis 2010, ce collectif d'économistes et de citoyens, auteur du fameux *Manifeste d'économistes atterrés* (édition LLL), se donne pour but d'impulser la réflexion collective et l'expression publique des économistes qui ne se résignent pas à la domination de l'orthodoxie néo-libérale. Réunissant plus de 2 000 membres, ils forment aujourd'hui un courant vital à la réflexion économique qui s'oppose à la pensée unique et éclaire le débat public sur la nécessité d'autres politiques.

Les auteurs de l'ouvrage

Maylis AVARO est normalienne au département d'économie de l'ENS Cachan. Son domaine de recherche est l'économie bancaire, et plus particulièrement l'histoire bancaire et les questions de supervision.

Mireille BRUYÈRE est maître de conférences en économie à l'Université de Toulouse 2. Ses travaux portent sur le travail et l'emploi, en particulier sur les trajectoires professionnelles et les politiques de l'emploi. Elle est membre du Laboratoire CERTOP (Centre d'Etude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir UMR CNRS).

Benjamin CORIAT est professeur d'économie à l'Université Paris 13. Ses travaux récents portent sur la gouvernance des entreprises, la politique industrielle et la compétitivité, ainsi que sur la crise financière en Europe.

Michel DÉVOLUY est professeur émérite à l'Université de Strasbourg, chaire Jean Monnet d'économie européenne. Éditeur du bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe (OPEE).

Anne EYDOUX est économiste, chercheuse au Centre d'études de l'emploi et maître de conférences à l'Université Rennes 2. Ses travaux portent sur les politiques de l'emploi, les politiques sociales et les inégalités entre les femmes et les hommes.

Jean-Marie HARRIBEY est ancien professeur agrégé de sciences économiques et sociales et maître de conférences à l'Université Bordeaux 4. Ancien co-président d'Attac France et actuellement co-animateur de son Conseil scientifique. Dernier ouvrage publié : *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitalisme*, Paris, LLL, 2013.

Edwin LE HÉRON est maître de conférences HDR à Sciences Po Bordeaux et chercheur au Centre Émile Durkheim (CED). Il est également le président de l'Association pour le développement des études keynésiennes (ADEK) et membre du bureau du Conseil national des universités (section sciences économiques). Ses recherches portent sur la monnaie, la théorie postkeynésienne et la modélisation Stock-Flux Cohérente (SFC) ainsi que l'histoire de la pensée.

Sabina ISSEHNANE est maître de conférences en économie à l'Université de Rennes 2, chercheuse au CIAPH (Centre interdisciplinaire d'analyse des processus humains et sociaux) et chercheuse associée au Centre d'études de l'emploi (CEE). Ses travaux portent sur l'emploi, en particulier sur l'insertion des jeunes et les politiques d'emploi et de formation professionnelle.

Esther JEFFERS est maître de conférences HDR à l'Université Paris 8. Ses domaines de recherche sont l'économie bancaire et financière.

Dany LANG est maître de conférences en économie à l'Université de Paris 13. Il est responsable du groupe de travail « Macroéconomie internationale et analyses postkeynésiennes » du Centre d'économie de Paris nord (UMR CNRS). Ses recherches portent principalement sur les dynamiques macro-économiques (croissance, chômage, répartition salaires / profits...) et les politiques économiques.

Catherine MATHIEU est économiste. Ses domaines de recherche portent sur les économies européennes : politiques macroéconomiques, policy-mix, questions sociales, prévisions macroéconomiques, économie britannique.

Jacques MAZIER est professeur d'économie à l'Université de Paris 13. Thèmes de recherche : macroéconomie internationale, macroéconomie postkeynésienne, politique économique.

Dominique PLIHON est professeur à l'université Paris 13. Se rattachant au courant théorique de l'école de la régulation, il dirige au sein du Centre d'économie de l'université de Paris Nord (CEPN) le pôle spécialisé en économie financière et publie régulièrement des articles dans l'hebdomadaire *Politis*.

Jean-François PONSOT est chercheur au Centre de recherche en économie de Grenoble (CREG) et maître de conférences à l'Université Pierre Mendès France. Il a été Assistant professor à Laurentian University et consultant auprès de la Présidence de l'Équateur. Ses travaux portent sur la dollarisation, les banques centrales et la théorie postkeynésienne.

Christophe RAMAUX est économiste. Chercheur au Centre d'économie de la Sorbonne, il enseigne à l'Université Paris 1. Il a publié (en mars 2012 aux Éditions Mille et une nuits - Fayard), *L'État social. Pour sortir du chaos néolibéral*. Ses recherches portent sur l'État social, la protection sociale, la politique économique, l'emploi et la précarité.

Henri STERDYNIAK est économiste. Il a publié de nombreux articles en macroéconomie, politique économique, économie monétaire et internationale, économie européenne, questions sociales, fiscales et budgétaires.

Ouvrages publiés par les Économistes Atterrés :

L'Europe mal-traitée, Les liens qui libèrent, 2012.

Changer d'économie, Les liens qui libèrent, 2012.

20 ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre, Les liens qui libèrent,
2011.

Manifeste d'économistes atterrés, Les liens qui libèrent, 2010.



Changer l'Europe !

Les Économistes atterrés

Changer l'Europe !

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Ouvrage proposé par Dany Lang et coordonné par Benjamin
Coriat, Michel Dévoluy,
Jean-Marie Harribey, Dany Lang,
Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak.
Le manuscrit a été relu par Monique Allard
et Nathalie Coutinet.
Monique a également assuré la mise en forme,
ainsi qu'un rôle de suivi et de conseil
tout au long de l'avancement du projet.
Les « Économistes atterrés »
les en remercient vivement.

À propos des « Atterrés » et de leurs ouvrages

Le *Mouvement des économistes atterrés* a fait son apparition à l'automne 2010, avec la publication du *Manifeste d'économistes atterrés*. Philippe Askénazy, Thomas Coutrot, André Orléan et Henri Sterdyniak y déconstruisent les dix postulats néolibéraux qui continuent d'inspirer les décisions des gouvernements partout en Europe, malgré les cinglants démentis apportés depuis la crise de 2008 et ses conséquences. Ils mettent en débat vingt-deux contre-propositions.

Plusieurs milliers de personnes se sont portées signataires du *Manifeste (2010)*. Issus de divers horizons, ce sont essentiellement des économistes français et étrangers, mais également des non-spécialistes qui souhaitent que l'économie se libère du carcan néolibéral. Encouragés par ce succès, les « Atterrés » se sont constitués en association pour poursuivre leurs travaux.

Atterrés par la soumission des politiques économiques actuelles aux exigences des marchés financiers, les membres de l'association veulent éclairer le débat public sur la nécessité d'une autre politique économique brisant la domination des marchés financiers, permettant la création d'emplois de qualité, favorisant la cohésion sociale et le plein emploi, répondant aux nécessités issues de la crise écologique.

L'action des « Économistes atterrés » se traduit par des publications (notes, articles, communiqués, livres) et des interventions lors de réunions publiques et dans les médias. Ils élaborent et

proposent des alternatives aux politiques d'austérité préconisées et mises en œuvre par les gouvernements actuels.

Trois ouvrages ont suivi le *Manifeste*. Dans *20 ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre* (2011), les « Atterrés » démontrent l'impéritie des politiques européennes et françaises lors des trois dernières décennies, et analysent les chemins opposés choisis depuis la crise par l'Irlande et l'Islande. *Changer d'économie* (2011) est un livre de propositions divisé en grands thèmes : fiscalité, dette, politique sociale, politique industrielle, chômage, gouvernance des entreprises, réforme du système financier, retraites, régulation du marché, rôle de l'État, etc. *L'Europe mal-traitée* (2012) montre la nocivité du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, dit « Pacte budgétaire », qui constitutionnalise la prétendue « règle d'or » de l'équilibre et qui mènera à une austérité perpétuelle.

En novembre 2012, les « Atterrés » ont contribué à fonder le réseau European (*European Progressive Economists Network*), qui rassemble les mouvements d'économistes opposés à l'austérité dans un grand nombre de pays européens.

Pour retrouver l'actualité des « Atterrés », voir leur site <http://atterres.org>, ainsi que leur page Facebook <https://www.facebook.com/atterres?ref=hl>.

Les auteurs de l'ouvrage

Changer l'Europe

Introduction

Que reste-t-il de l'idéal européen ? Que sont devenues les espérances des peuples européens ? L'Europe se meurt ! L'Europe est morte !

À la mi-2013, la situation économique de l'Europe est plus que préoccupante : croissance nulle en 2012 et 2013, taux de chômage de plus de 12 %. L'Europe est incapable de mettre en œuvre tant une stratégie de court terme pour sortir de la dépression qu'une stratégie de long terme pour définir un nouveau sentier de développement, engageant les nécessaires transitions économique, écologique et sociale.

L'euro, la plus belle réussite de l'Union aux dires de ses promoteurs, est fragilisé, menacé par le creusement des disparités dans la zone, par la spéculation financière, par l'absence de solidarité entre les États membres et de stratégie cohérente de sortie de la crise.

La crise actuelle a d'abord été bancaire et financière, provoquée par des innovations hasardeuses, dans une situation de libéralisation et de globalisation financières non contrôlées. Les marchés financiers se sont révélés avides, aveugles et instables. La globalisation financière avait autorisé le gonflement de déséquilibres qui ont fini par éclater. La crise provient aussi des stratégies macroéconomiques insoutenables mises en œuvre d'un côté par les pays néomercantilistes, qui fondent leur croissance sur l'accumulation

d'excédents extérieurs (Chine, Japon, Allemagne et autres pays du nord de l'Europe), de l'autre côté par les pays (anglo-saxons notamment) où les politiques monétaires ont laissé grossir l'endettement privé ainsi que les bulles financières et immobilières. C'est une crise profonde de la mondialisation libérale et de la globalisation financière. Mais c'est aussi une crise écologique, où s'affirme la fin d'un modèle de croissance, basé sur la consommation accélérée des ressources naturelles. Enfin, c'est devenu une crise sociale : destruction d'emplois, hausse du chômage, explosion des inégalités, montée de la pauvreté et de la précarité, remise en question de la protection sociale et des services publics.

Cette crise générale aux dimensions multiples aurait exigé une riposte forte de la part des gouvernements pour réduire l'importance de la finance et la dépendance à l'endettement public ou privé, pour réorienter l'appareil productif et s'engager résolument dans la transition écologique, pour élaborer une stratégie macroéconomique se donnant un plein emploi de qualité comme objectif principal. Une telle stratégie aurait dû comporter une hausse des demandes intérieures par l'augmentation des salaires et des prestations sociales, donc un « choc de répartition » entre les revenus du capital et ceux du travail, aboutissant à une forte réduction des inégalités sociales.

Mais les instances européennes se sont refusées à toute remise en cause de leur stratégie. Celle-ci s'articule autour de quatre composantes : réduire les pouvoirs des États pour les concentrer dans les instances européennes non élues ; paralyser les politiques budgétaires nationales ; réduire les dépenses publiques et sociales ; rechercher la croissance par des réformes structurelles d'inspiration libérale, en particulier une précarité accrue sur le marché du travail. Sans surprise, cette stratégie a échoué : l'UE n'est pas sortie de la dépression, sa croissance est négative en 2012-2013, et les taux d'endettement public de la plupart des pays membres ont augmenté, surtout dans ceux qui ont été le plus loin dans l'austérité (Grèce, Portugal, Espagne...).

La situation est particulièrement préoccupante pour la zone euro. La présente crise est le premier choc majeur qu'elle doit affronter. C'est un test de la solidité de son organisation. Les

résultats en sont clairement négatifs. Avant la crise financière de 2008, il était déjà apparu que les institutions européennes étaient incapables de mettre en œuvre une stratégie macroéconomique cohérente ; de fait, une politique monétaire unique appliquée à des pays dont les situations économiques différaient avait accentué les disparités entre les pays du Nord (en faible croissance, mais qui accumulaient les excédents extérieurs) et ceux du Sud, dont la croissance creusait les déficits extérieurs. L'absence de garantie des dettes publiques des États membres, inscrite dans les traités européens, est devenue intenable avec la crise. En vertu des traités, la Banque centrale européenne (BCE) n'a pas le droit de financer directement les États ; la solidarité financière entre les États membres est interdite. Ainsi, chacun d'eux doit emprunter sur les marchés financiers, sans recours garanti à une banque centrale « prêteuse en dernier ressort ». Les pays de la zone euro ne contrôlent plus leurs taux d'intérêt et sont soumis aux volontés des marchés financiers. Quatre États membres (la Grèce, l'Irlande, le Portugal et Chypre) ont été mis sous tutelle ; deux autres (l'Italie et l'Espagne) subissent des taux d'intérêt excessifs. La crise financière s'est prolongée en une crise des dettes publiques de la zone euro. Celle-ci a servi de justification à la mise en place de politiques d'austérité drastiques qui ont plongé l'Europe tout entière dans les cercles vicieux des politiques restrictives et de la récession.

*

Aujourd'hui, deux visions de l'Europe s'opposent :

- une vision de l'Union qui entend promouvoir un modèle spécifique de société, un modèle social européen basé sur un niveau élevé de protection sociale, de redistribution, de régulation économique, modèle qu'il faut faire évoluer pour l'engager résolument dans la transition écologique ;
- une vision, portée par les classes dirigeantes, dans laquelle l'Europe doit conduire les pays européens vers le modèle libéral, le seul qui serait adapté à la mondialisation, et ce au prix de baisses des dépenses publiques, de réformes structurelles drastiques et

d'abaissement du coût du travail. TINA : *There is no alternative*, sert ici de mot d'ordre à la poursuite de l'offensive néolibérale.

Force est de le constater, c'est cette deuxième vision qui domine aujourd'hui. L'objectif des instances européennes est de limiter les pouvoirs des États nationaux et de concentrer ceux-ci dans des instances (européennes ou nationales) indépendantes des pouvoirs élus démocratiquement. Ainsi, la BCE et la Commission européenne seront à même, à marche forcée si nécessaire, de faire évoluer l'Union vers le modèle néolibéral. Dans ce cadre, les programmes de réformes structurelles consistent à libéraliser les marchés des biens et services, à déréguler les marchés financiers, à affaiblir le droit du travail, et à réduire les dépenses publiques et sociales. La Commission fait pression sur les pays membres pour qu'ils introduisent ces réformes impopulaires, ce qui permet aux gouvernements nationaux d'invoquer cette pression pour les imposer. Le respect des principes de la concurrence ou des « quatre libertés » mises en avant depuis l'Acte unique de 1986 (liberté de circulation des marchandises et des services, des capitaux, des personnes, liberté d'établissement des entreprises et des personnes) est en pratique utilisé pour contraindre les États à « libéraliser » le marché des biens et services et celui du travail, à réduire leur fiscalité sur les capitaux et les entreprises. La Commission est fortement soutenue par les lobbies industriels ou financiers et par la Cour de justice de l'Union européenne, chaque fois que celle-ci est sollicitée.

Les milieux dirigeants européens mettent résolument à profit la crise pour faire avancer leur conception de l'Europe. Leur objectif reste de transférer la totalité des pouvoirs à des instances technocratiques européennes indépendantes des pouvoirs élus, au détriment du niveau national soumis au vote démocratique, et de les utiliser pour mettre en cause le modèle social européen. Aussi ont-ils imposé des politiques de recherche de compétitivité et de réduction des déficits publics, passant par la réduction des dépenses publiques et sociales, qui ont abouti à aggraver la récession en Europe. Ils ont refusé de garantir les dettes publiques, ne mettant en place qu'une solidarité limitée, soumise à une stricte conditionnalité. Ils ont voulu insérer les politiques nationales dans

des contraintes paralysantes, en prétendant que les réformes libérales soutiendraient la croissance et compenseraient les politiques d'austérité. De fait, celles-ci se sont traduites par une croissance globalement négative en Europe et par le gonflement des disparités, certains pays (Grèce, Portugal et Espagne) s'enfonçant dans la dépression économique et la misère.

*

Dans ces conditions, que faire de l'Europe ? Nous avons conçu ce livre comme un ensemble de propositions alternatives à ces orientations mortifères, propositions à même de sortir de la crise par le haut. Nombre des politiques qui ont prévalu jusqu'ici n'ont conduit qu'à l'impasse où nous sommes, et doivent être remises en cause. Nombre des constructions institutionnelles sur lesquelles sont bâties l'UE et la zone euro sont à revoir. En découlent nos choix en composant ce livre. Nous exposons d'abord les politiques qui doivent être promues afin de redonner sa chance à l'Europe. Lui redonner sa chance, c'est à la fois la doter des instruments qui la rendent viable à long terme, et restaurer ce rêve européen, ce désir de vivre ensemble, mis à mal par la Commission et les élites en charge de la conduite de l'Union, sans lequel pourtant rien ne peut advenir, et avec lequel de fantastiques progrès écologiques et sociaux pourraient être réalisés.

C'est la raison pour laquelle ce livre s'ouvre sur la présentation d'un socle de politiques nouvelles, au premier rang desquelles s'impose une politique s'engageant résolument dans la transition écologique. Ce choix, majeur entre tous, en implique de nombreux autres, et d'abord celui de la renaissance en Europe de la politique industrielle, grande absente de ces dernières décennies, une politique industrielle résolument tournée vers la reconversion des activités pour les rendre soutenables et redonnant à l'Europe un rôle pilote dans l'évolution économique mondiale. En matière d'emploi, la sortie de la dépression nécessite, de manière complémentaire, l'arrêt de l'austérité, la mise en œuvre d'une politique industrielle audacieuse, la lutte contre la précarisation de l'emploi, un effort de formation pour répondre aux nouvelles exi-

gences de montée en gamme et de qualité, la revalorisation de la place des salariés dans l'entreprise et la définition d'une stratégie de réduction du temps de travail. L'Europe doit également prendre des mesures fortes pour progresser vers l'égalité entre les hommes et les femmes, en particulier en termes d'emploi, de carrière et de salaire.

Dans les années récentes, l'absence de coordination fiscale a permis aux grandes entreprises et aux classes dominantes d'imposer aux États de se livrer à une coûteuse concurrence fiscale. Là aussi, une rupture est nécessaire : l'Europe doit permettre à chaque pays de taxer ses résidents et ses entreprises. Il faudra revenir sur la contre-révolution libérale, instaurer des taux minima de taxation sur les revenus et les patrimoines élevés, éradiquer les « paradis fiscaux » et les mécanismes d'optimisation fiscale tout en faisant monter en puissance la fiscalité écologique.

La crise a de nouveau montré la légitimité économique et sociale des dépenses publiques et de protection sociale. L'État social reste vivant en Europe : 25 % des emplois sont publics, la protection sociale distribue 30 % du revenu des ménages. La construction européenne doit s'inscrire résolument dans une stratégie de consolidation et de développement du modèle social européen. L'Europe ne doit plus se donner comme objectif d'imposer aux peuples de se concurrencer par la baisse des dépenses sociales. Si elle doit respecter les spécificités nationales, elle doit se fixer des objectifs précis en matière de taux de pauvreté et de chômage, de revenu minimum, de niveau des retraites et des prestations chômage, ainsi que d'universalité de l'assurance maladie.

La BCE a certes évité l'éclatement de l'euro, mais avant la crise, elle n'a pas eu la clairvoyance d'alerter sur les risques que faisait courir la bulle financière ; elle n'a pas empêché la spéculation contre les pays du sud de la zone euro ; elle sort de son rôle en conditionnant son aide aux pays en difficulté à des réformes libérales. Elle doit intervenir autrement. La BCE doit être démocratisée et mise au service de l'intérêt général. Son Conseil doit inclure des représentants de l'économie réelle, notamment des syndicalistes. Elle doit garantir les dettes publiques. Sa mission doit s'élargir au soutien à la croissance et à l'emploi. Elle doit viser à la réduction

du poids de la finance et de la spéculation. Selon le projet d'Union bancaire, toutes les banques européennes passeraient sous la surveillance de la BCE. Mais il n'est pas assuré que l'Europe mettrait en place la taxe sur les transactions financières et la séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires. Pour nous, les banques doivent être de taille limitée et être recentrées vers la distribution du crédit aux ménages, aux entreprises et aux collectivités locales. Elles ne devraient pas avoir le droit de spéculer ni de prêter aux spéculateurs. C'est ainsi que serait garantie leur solidité financière.

Ces transformations des politiques suivies, quelque importantes qu'elles soient, ne peuvent se produire que si des ruptures d'ordre institutionnel sont apportées aux traités eux-mêmes. Cette tâche n'est pas impossible. La Constitution de l'Europe n'a cessé d'être modifiée. Depuis le traité de Rome (1958), une série de changements majeurs sont intervenus, comme l'Acte unique (1986), les traités de Maastricht (1992) et d'Amsterdam (1997), celui de Lisbonne (2005), et pour finir le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG, 2012) qui, en quelques articles, a bouleversé les compromis établis jusque-là, en imposant le principe de l'équilibre budgétaire et des mécanismes automatiques de retour à l'équilibre.

Des réformes des traités sont donc possibles. Elles sont aujourd'hui indispensables : il s'agit désormais de découdre les dispositions qui ont donné à l'Europe sa constitution néolibérale (statut de la BCE, règle d'équilibre budgétaire, absence de coordination macroéconomique) pour y installer des principes à même de la rendre viable à long terme : une banque centrale jouant un autre rôle, des principes de solidarité, en particulier en matière budgétaire, une coordination macroéconomique tournée vers le soutien à l'activité et à l'emploi, une politique de lutte contre le dumping fiscal et social, une stratégie industrielle et écologique.

*

En écrivant ce livre, nous n'entendons nullement livrer « clés en main » un ensemble de solutions « prêtes à l'emploi ». Bien au contraire, fidèles à notre méthode, nous avons respecté nos diffé-

rences. Sur deux questions importantes, les débats se poursuivent entre nous, comme entre les citoyens européens.

Le premier a trait à l'évolution institutionnelle de l'Europe : faut-il aller vers une Europe fédérale ? Répondre à la question « que faire de l'Europe ? » oblige à affronter sans détours cette interrogation majeure. Le dernier chapitre, explicitement consacré à ce thème, apporte une réponse qui, si elle n'est pas partagée par tous les auteurs de ce livre, a le mérite d'être on ne peut plus nette. Ce chapitre propose en effet de passer d'un « fédéralisme tutélaire », qui s'est accentué avec la crise, à un « fédéralisme démocratique ». Le premier, actuellement à l'œuvre, vise à transférer le maximum de pouvoirs à des institutions européennes indépendantes des pouvoirs élus démocratiquement et entièrement converties au néolibéralisme. Le second implique, au contraire, un transfert de souveraineté au niveau de l'Union, respectant la démocratie et les peuples, par la création d'un gouvernement européen découlant du suffrage universel. Ce fédéralisme « démocratique » permettrait la mise en place d'une « planification fédératrice », s'appuyant sur un budget européen renforcé et mettant en œuvre des politiques industrielles et sociales actives.

Si les auteurs réunis dans ce livre partagent l'idée que nous avons bien glissé vers un « fédéralisme tutélaire », nombre d'entre eux doutent qu'aujourd'hui, la solution soit de viser au renforcement du fédéralisme, fût-il « démocratique ». Ils en doutent, d'abord parce que les rapports de force actuels ne permettent nullement d'envisager un tel tournant. Ces « Atterrés » pensent donc qu'il faut actuellement s'opposer à tout renforcement du fédéralisme et, pour un temps au moins, tâcher de redonner pouvoirs et marges de manœuvre aux États nationaux et aux peuples, en particulier là où les coalitions néolibérales ne sont pas au pouvoir ou peuvent être contrées par la mobilisation sociale. Selon eux, cette position de résistance serait ainsi plus à même de ménager et de préparer le futur de la construction d'une Europe démocratique, sociale, solidaire, écologiste. Selon eux, aucun renforcement de l'intégration institutionnelle ne peut être préconisé en Europe avant que le projet européen ne soit réorienté, qu'il ait rompu

franchement avec le néolibéralisme, qu'il soit redevenu populaire, porteur de développement, de progrès sociaux et de solidarité.

Un autre domaine de différences concerne l'euro lui-même. Tous les auteurs de ce livre pensent que l'euro a été construit sur des bases institutionnelles extraordinairement fragiles, en privant la BCE de la possibilité de garantir et d'acquiescer les dettes publiques et en donnant le contrôle de leur financement aux marchés financiers et aux spéculateurs. La crise des dettes publiques n'a pu revêtir la forme catastrophique qu'elle a prise en Europe que du fait de ces défaillances institutionnelles. De même, tous les auteurs de ce livre pensent que les cures d'austérité imposées par l'Union aux pays membres sont totalement contre-productives, non seulement parce qu'elles imposent d'immenses sacrifices aux peuples, mais aussi et surtout parce que ces sacrifices sont vains : en générant un cercle vicieux « récession économique/austérité budgétaire », les politiques d'austérité ne permettent aucunement le retour aux équilibres promis par leurs promoteurs – au contraire, elles creusent les déséquilibres. Dans ces conditions, que faire de l'euro ? Parmi les auteurs de ce livre, certains considèrent que les dysfonctionnements de l'euro et les déséquilibres accumulés rendent nécessaire d'envisager une dissolution de l'euro ou, du moins, une sortie de certains pays (ou groupes de pays). Selon eux, le maintien de l'euro tel qu'il est est le plus sûr moyen de détruire le modèle social européen et de conduire l'Europe au déclin. La sortie pourrait s'effectuer en bon ordre, et aboutir à une nouvelle organisation monétaire (retour à des monnaies nationales avec bande de fluctuations, coexistence de monnaies nationales et d'un euro « externe », etc.). Cette sortie de l'euro devrait s'accompagner d'un contrôle étroit de la finance et des mouvements de capitaux, afin de contrer les attaques spéculatives qui ne manqueront pas de se produire. Au contraire, d'autres « Atterrés » continuent de penser qu'en dépit du carcan que fait peser l'appartenance à la zone euro, une réforme du fonctionnement de la zone euro est encore pour l'heure la meilleure solution. Outre les risques qu'il ferait courir en matière financière, l'éclatement de la zone marquerait un échec grave de la construction de l'Europe. Les pays européens seraient encore plus

sous la menace des marchés financiers, et davantage condamnés à se concurrencer par la baisse des salaires. Ils perdraient toute capacité à influencer l'évolution économique mondiale et à promouvoir leur modèle social. Pour ces « Atterrés », les pays de la zone euro sont condamnés à faire fonctionner la monnaie unique.

Ainsi, forts de ce qui nous unit profondément, soit la conviction que l'Europe telle qu'elle va court à sa perte et qu'il est nécessaire de procéder à des ruptures majeures, nous n'avons pas voulu effacer nos différences de points de vue dans nos analyses ou nos recommandations. Nous nous sommes fixé comme règle de proposer à la réflexion du lecteur un spectre de propositions sur les sujets essentiels où l'avenir de l'Europe se décide en nous donnant pour objectif d'explicitier les conditions qui rendent leur application possible, et les effets qui peuvent en être attendus.

*

À l'heure où ce livre circulera, un grand débat traversera les forces politiques et sociales en France comme partout en Europe, à l'approche de nouvelles élections au Parlement européen. Dans ce débat, notre ambition sera pleinement et entièrement satisfaite si, conformément à notre vocation, nos analyses et propositions permettent aux citoyens de mieux s'orienter dans leurs choix et ainsi de mieux peser sur l'avenir de l'Europe.